

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.2/L.405
5 décembre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session
DEUXIEME COMMISSION
Points 28 et 12 de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

et

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. J. FLERE (Yougoslavie)

Note liminaire : En distribuant son projet de rapport, le Rapporteur prie les délégations qui désireraient proposer des modifications à ce projet de bien vouloir les soumettre soit à lui-même, soit au Secrétaire de la Commission au plus tard le mardi 9 décembre 1958 à midi. Etant donné que les comptes rendus analytiques des débats de la Commission sont à la disposition des représentants aux séances plénières, le Rapporteur n'a pas entrepris de résumer ces débats. Cette méthode est conforme à la procédure généralement admise et à la pratique suivie dans le passé par la Deuxième Commission.

58-29845

/...

1. A sa 752ème séance plénière, le 22 septembre 1958, l'Assemblée générale a renvoyé à la Deuxième Commission les points suivants de son ordre du jour :

Point 28 "Développement économique des pays sous-développés :

- a) Création du Fonds spécial;
- b) Problèmes fiscaux internationaux"

Point 12 "Rapport du Conseil économique et social (chapitre I, section VI, chapitres II, III, IV et V)"

2. La Deuxième Commission a étudié le point 28 a) (Création du Fonds spécial) du 29 septembre au 13 octobre 1958, et son rapport sur cette subdivision du point 28 (A/5947) a été examiné par l'Assemblée générale à sa 776ème séance plénière, le 14 octobre 1958.

3. Quant au point 28 b) (Problèmes fiscaux internationaux), la Commission l'a examiné à sa 529ème séance, le 15 octobre 1958. Ses membres sont convenus que la question n'appelait aucune décision formelle pour le moment et qu'il suffisait de noter que la question des problèmes fiscaux internationaux pourrait être débattue plus avant une fois achevées les études entreprises par le Secrétariat.

4. Le chapitre I, section VI, du rapport du Conseil économique et social, relatif à la "Question de l'augmentation du nombre des membres du Conseil" avait été renvoyé à la Deuxième Commission pour examen préliminaire, étant entendu qu'il appartenait à la Commission politique spéciale de prendre une décision en la matière. La Deuxième Commission a procédé à l'examen préliminaire de cette question au cours de ses 549ème à 552ème séances, du 10 au 12 novembre 1958, et elle a fait connaître son avis à la Commission politique spéciale (A/SPC/30).

5. A ses 512ème et 529ème séances, la Commission avait décidé qu'il n'y aurait qu'une seule discussion générale sur les points 28 et 12 de l'ordre du jour, après quoi elle examinerait les diverses propositions déposées soit à propos du point 28, soit à propos du point 12. En conséquence, le présent rapport a trait à la fois au point 28 (Développement économique des pays sous-développés) et au point 12 (Rapport du Conseil économique et social, chapitres II, III, IV et V).

6. La Commission a consacré à l'examen de ces questions 12 séances, du 12 novembre au décembre 1958 (A/C.2/SR.552 à A/C.2/SR.563). Les douze premières séances ont été prises par la discussion générale, à laquelle ont participé cinquante et une délégations, après une déclaration liminaire du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.388 et Corr.1 (anglais seulement)).

/...

7. La Commission était saisie du rapport du Conseil économique et social^{1/} et du texte de la déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.388 et Corr.1 (anglais seulement)). Elle a été également saisie, pour l'examen de ces questions, des propositions que voici :

I. Propositions déposées à propos du point 28

- a) Projet de résolution présenté par l'Argentine, Cuba, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Malaisie, Haïti, l'Iran, l'Italie, le Japon, le Laos, la Norvège, le Pakistan, le Soudan et l'Uruguay (A/C.2/L.378 et Add.1 et 2, Rev.1 et Rev.1/Corr.1); Amendements de la République Arabe Unie (A/C.2/L.396) et du Maroc (A/C.2/L.399) au projet de résolution ci-dessus;
- b) Projet de résolution présenté par l'Afghanistan, la Birmanie, Ceylan, le Chili, l'Ethiopie, le Ghana, la Grèce, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, le Liban, le Maroc, les Pays-Bas, la République Arabe Unie, la Tunisie et la Yougoslavie (A/C.2/L.386 et Add.1 et 2 et Rev.1 (russe seulement));
Amendements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/C.2/L.398) et du Brésil et du Mexique (A/C.2/L.400) au projet de résolution ci-dessus;
- c) Projet de résolution présenté par l'Argentine, l'Australie, la Bolivie, le Canada, la Colombie, le Danemark, la Fédération de Malaisie, l'Irlande, le Japon, le Laos, le Liban, le Libéria, le Népal, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, le Soudan et la Thaïlande (A/C.2/L.390 et Add. 1 à 3); Amendements de la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/C.2/L.401) et de la France (A/C.2/L.403) au projet de résolution ci-dessus;
- d) Projet de résolution de la République socialiste soviétique de Biélorussie (A/C.2/L.392);
- e) Projet de résolution de l'Albanie, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie (A/C.2/L.394 et Add.1 et Rev.1);
- f) Projet de résolution du Honduras (A/C.2/L.397 et Rev.1).

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 3 (A/3848).

II. Propositions déposées à propos du point 12

- a) Projet de résolution du Mexique (A/C.2/L.389);
- b) Projet de résolution de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie (A/C.2/L.391 et Rev.1);
- c) Projet de résolution de la Bulgarie (A/C.2/L.393 et Rev.1);
- d) Projet de résolution présenté par l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Colombie, le Danemark, le Mexique, le Pakistan, le Pérou, le Royaume-Uni et l'Uruguay (A/C.2/L.395 et Add.1 et 2).

I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES /287

A

8. Le projet de résolution présenté par l'Argentine, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Malaisie, Haïti, l'Italie, le Soudan et l'Uruguay (A/C.2/L.378), auxquels se sont joints ultérieurement Cuba, l'Iran, le Japon, le Laos, la Norvège et le Pakistan (A/C.2/L.378/Add.1 et 2) a été soumis à la Commission à la 541ème séance. Aux termes du préambule de ce projet, l'Assemblée générale 1) rappelait qu'aux termes de l'Article 56 de la Charte, tous les Etats Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies afin d'assurer notamment le relèvement des niveaux de vie et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social; 2) reconnaissait que d'importants efforts ont été déployés, tant par les pays peu développés que par les pays développés, pour atteindre ces objectifs; 3) considérait toutefois qu'il reste nécessaire d'intensifier les efforts afin d'accélérer le développement économique des pays peu développés; et 4) notait avec satisfaction les initiatives qui ont été prises en vue d'augmenter le capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et les quotes-parts des membres du Fonds monétaire international, ainsi que l'aide croissante que ces institutions accordent aux pays peu développés.

Le dispositif proposait que l'Assemblée 1) demande aux Etats Membres d'entreprendre une étude d'ensemble des réalisations acquises à ce jour et de dresser, en matière de coopération, de nouveaux plans d'action intéressant à la fois le secteur public et le secteur privé, afin de donner une impulsion encore plus grande au développement économique des pays peu développés; 2) invite les Etats Membres, compte tenu de la résolution /1260 (XIII)/, à étudier plus avant la possibilité de s'assurer le concours de leurs universités et instituts scientifiques pour hâter, en collaboration avec les institutions analogues d'autres Etats Membres, la solution des problèmes d'ordre scientifique et technologique qui préoccupent tout particulièrement les pays peu développés, 3) prie les Etats Membres qui sont en mesure d'aider au développement économique des pays sous-développés de faire connaître à la vingt-huitième session du Conseil économique et social et à la quatorzième session ordinaire de l'Assemblée générale, par

l'intermédiaire du Secrétaire général, les mesures qu'ils auront prises ou envisagé de prendre conformément aux paragraphes 1 et 2, les renseignements ainsi communiqués venant s'ajouter à ceux qu'ils doivent fournir, en vertu des résolutions 824 (IX) et 1043 (XI) de l'Assemblée générale, en ce qui concerne leur action présente dans ce domaine; 4) prie les pays peu développés de faire connaître de même au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale les mesures supplémentaires qu'ils peuvent décider ou envisager de prendre pour hâter leur progrès économique et social; 5) prie le Secrétaire général de rassembler les renseignements qu'il aura reçus en application des paragraphes ci-dessus dans un rapport intérimaire, qu'il présentera à la vingt-huitième session du Conseil économique et social, puis dans un rapport final qu'il soumettra à l'Assemblée générale à sa quatorzième session ordinaire; 6) prie le Conseil économique et social, lorsqu'il examinera le rapport d'ensemble sur l'évaluation quinquennale de la portée, des tendances et du coût des programmes économiques et sociaux de l'Organisation des Nations Unies, de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et de l'OMM, qu'il a demandé dans ses résolutions 665 C (XXIV) et 694 D (XXVI), d'accorder une attention particulière aux besoins de développement des pays peu développés ainsi qu'aux moyens d'aider à répondre à ces besoins en organisant de façon plus efficace les programmes susvisés.

9. La Commission a examiné ce projet de résolution à ses 564ème, 565ème et 566ème séances.

10. A la 564ème séance, le représentant de la République Arabe Unie a proposé (A/C.2/L.396) : 1) de remplacer le paragraphe 6 du dispositif par le texte suivant : "Prie le Conseil économique et social, lorsqu'il examinera, à sa vingt-huitième session, la question du développement économique des pays sous-développés, d'étudier, sur la base de tous les renseignements dont il pourra disposer, les progrès accomplis en matière d'assistance financière destinée à répondre aux besoins économiques des pays sous-développés", et 2) d'ajouter au dispositif un paragraphe ainsi conçu : "7. Décide d'accorder une attention particulière, lors de sa quatorzième session ordinaire, à la question de l'assistance financière fournie dans le cadre d'arrangements bilatéraux, régionaux ou multilatéraux pour répondre aux besoins de développement des pays sous-développés."

11. Eu égard aux amendements présentés par la République Arabe Unie, le représentant des Etats-Unis a proposé, au nom des auteurs du projet, d'ajouter à la fin du paragraphe 5 les mots : "pour être examiné à propos du point de l'ordre du jour intitulé 'Développement économique des pays sous-développés'". Egalement au nom des auteurs, le représentant de la Fédération de Malaisie a proposé d'ajouter, après le membre de phrase préconisé par les Etats-Unis, les mots "et comprenant notamment un aperçu des progrès accomplis dans l'assistance financière destinée à répondre aux besoins économiques des pays sous-développés."

12. A sa 565ème séance, la Commission a été saisie d'un texte révisé du projet de résolution (A/C.2/L.378/Rev.1) comportant les additions proposées par les auteurs ainsi que les modifications suivantes : 1) le mot "aide" dans le quatrième alinéa du préambule, était remplacé par le mot "attention" et 2) le premier mot des paragraphes 3 et 4 du dispositif, à savoir "Prie", était remplacé par le mot "Invite". Le représentant de la République Arabe Unie a décidé alors de retirer ses amendements (A/C.2/L.396).

13. La Commission a été saisie ensuite d'un rectificatif (A/C.2/L.378/Rev.1/Corr.1) au texte révisé du projet de résolution où le paragraphe 1 du dispositif était rédigé comme suit : "Demande aux Etats Membres d'entreprendre une étude d'ensemble des réalisations acquises à ce jour et de réexaminer leurs plans communs d'action intéressant à la fois le secteur public et le secteur privé, en vue de donner une impulsion encore plus grande au développement économique des pays peu développés".

14. A sa 566ème séance, la Commission a examiné un amendement du Maroc (A/C.2/L.399) visant à supprimer les mots "supplémentaires" et "ou envisager" dans le paragraphe 4 du dispositif. Les auteurs du projet de résolution des treize Puissances ont accepté la première de ces modifications, mais non la seconde.

15. A la même séance, la Commission s'est prononcée sur le projet de résolution révisé (A/C.2/L.378/Rev.1 et Corr.1) qui a été mis aux voix paragraphe par paragraphe à la demande du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et sur le deuxième amendement du Maroc (A/C.2/L.399); les résultats du vote ont été les suivants :

	<u>Pour</u>	<u>Contre</u>	<u>Abstentions</u>
<u>Préambule</u>			
Premier alinéa	64	0	1
Deuxième alinéa	56	0	10
Troisième alinéa	64	0	1
Quatrième alinéa	53	0	13
<u>Dispositif</u>			
Paragraphe 1 (texte figurant dans le document A/C.2/L.378/Rev.1/Corr.1)	46	9	10
Paragraphe 2	64	0	1
Paragraphe 3	55	9	2
Amendement du Maroc au para- graphe 4 (A/C.2/L.399)	40	10	13
Paragraphe 4, modifié	51	7	6
Paragraphe 5	54	0	12
Paragraphe 6	56	0	9
<u>Ensemble du projet de résolution modifié</u>	55	0	11

16. En conséquence, la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution A joint en annexe au présent rapport.

/...

B

17. Le projet de résolution présenté par l'Afghanistan, la Birmanie, Ceylan, le Chili, l'Ethiopie, le Ghana, la Grèce, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, le Maroc, les Pays-Bas, la République Arabe Unie et la Yougoslavie (A/C.2/L.386), auxquels se sont joints ultérieurement le Liban et la Tunisie (A/C.2/L.386/Add.1 et 2), a été soumis à la Commission à la 552ème séance. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale : 1) faisait appel aux Etats Membres pour qu'ils envisagent de verser des contributions appropriées au Fonds spécial afin que les ressources atteignent le volume envisagé dans la résolution 1219 (XII) de l'Assemblée générale; 2) demandait instamment aux Etats Membres de travailler à la création rapide d'un fonds d'équipement des Nations Unies; et 3) décidait de continuer d'examiner, en tant que point distinct de son ordre du jour, les progrès accomplis en matière de financement du développement économique des pays peu développés, en particulier les progrès vers la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies.

18. La Commission a examiné ce projet de résolution à ses 564ème, 565ème, 566ème et 567ème séances. A la 565ème séance, le Royaume-Uni a présenté des amendements (A/C.2/L.398) tendant à 1) modifier comme suit le paragraphe 2 du dispositif : "Demande instamment aux Etats Membres de travailler à l'instauration rapide de conditions qui rendraient possible la création d'un fonds d'équipement dans le cadre des Nations Unies;" et 2) à modifier comme suit la fin du paragraphe 3 du dispositif : "en particulier les progrès vers la création d'un fonds d'équipement dans le cadre des Nations Unies."

19. Les représentants du Brésil et du Mexique ont proposé (A/C.2/L.400) de modifier le paragraphe 2 du dispositif de la manière suivante : "Demande instamment aux Etats Membres de continuer à travailler pour que soit créé aussi rapidement que possible un fonds d'équipement des Nations Unies".

20. A la 566ème séance, le représentant de la Yougoslavie a accepté, au nom des auteurs du projet de résolution, le libellé proposé par le Brésil et le Mexique, à l'exception des mots "aussi rapidement que possible". Le représentant du Brésil a fait savoir que les auteurs de l'amendement n'insisteraient pas pour que ces mots soient conservés.

/...

21. En ce qui concerne le premier amendement du Royaume-Uni, la Norvège a demandé un vote par division sur la formule l'"instauration de conditions qui rendraient possible" et le Royaume-Uni sur la formule "dans le cadre"; l'Irak a demandé un vote par appel nominal sur les deux formules. La Commission ayant décidé, dans les deux cas, de supprimer les mots en question (voir ci-dessous le résultat des votes), le représentant du Royaume-Uni a retiré ses amendements.

22. A sa 567 séance, la Commission a voté sur les amendements du Royaume-Uni (A/C.2/L.398) et sur le projet de résolution commun modifié (A/C.2/L.386 et Add.1 et 2); les résultats du vote ont été les suivants :

	<u>Pour</u>	<u>Contre</u>	<u>Abstentions</u>
Amendement du Royaume-Uni (A/C.2/L.390) au paragraphe 2 du dispositif maintien de la formule : l'"instauration de conditions qui rendraient possible" (vote par division et par appel nominal) 2/	8	47	21

2/ Ont voté pour : Australie, Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union Sud-Africaine.

Ont voté contre : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Birmanie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Ceylan, Chili, Colombie, Costa-Rica, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Maroc, Mexique, Népal, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République Arabe Unie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Soudan, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie.

Abstentions : Argentine, Autriche, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Finlande, France, Islande, Israël, Italie, Norvège, Pakistan, Panama, Portugal, République Dominicaine, Suède, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Venezuela.

/...

	<u>Pour</u>	<u>Contre</u>	<u>Abstentions</u>
Amendement du Royaume-Uni (A/C.2/L.398) au paragraphe 2 du dispositif maintien de la formule : "dans le cadre" (vote par division et par appel nominal) 3/	16	45	17
<u>Préambule du projet de résolution (A.C.2/L.386)</u> (vote par division demandé par les Etats-Unis)	adopté à l'unanimité		
<u>Paragraphe 1 du dispositif (vote par division demandé par l'URSS)</u>	59	0	17
<u>Paragraphe 2 du dispositif (assorti de l'amen- dement accepté à la 566ème séance) (vote par division demandé par l'Irak)</u>	57	2	17
<u>Paragraphe 3 du dispositif (vote par division demandé par le Royaume-Uni)</u>	64	0	12
<u>Ensemble du projet de résolution modifié (vote par appel nominal) 4/</u>	58	0	18

3/ Ont voté pour : Australie, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union Sud-Africaine.

Ont voté contre : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Argentine, Birmanie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Ceylan, Chili, Colombie, Costa-Rica, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Ghana, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Jordanie, Liban, Libéria, Libye, Maroc, Mexique, Népal, Paraguay, Pologne, République Arabe Unie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Soudan, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie.

Abstentions : Autriche, Chine, Cuba, Espagne, Grèce, Israël, Laos, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République Dominicaine, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Venezuela.

4/ Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, Birmanie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Israël, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Maroc, Mexique, Népal, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République Arabe Unie, République Dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste d'Ukraine, Roumanie, Soudan, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

Abstentions : Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Islande, Italie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Suède, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union Sud-Africaine.

23. En conséquence, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution B joint en annexe au présent rapport.

24. Le projet de résolution présenté par l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Fédération de Malaisie, le Japon, le Laos, le Libéria, le Népal, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, le Soudan et la Thaïlande (A.C.2/L.390) auxquels se sont joints ultérieurement la Bolivie, la Colombie, l'Irlande et le Liban (A.C.2/L.390/Add.1 à 3), a été soumis à la Commission à la 552ème séance.

25. Aux termes du préambule de ce projet de résolution, l'Assemblée générale 1) réaffirmait la nécessité de relever le niveau de l'investissement pour assurer le progrès des pays sous-développés dans l'ordre économique et social, 2) prenait note de l'extension prise par les arrangements bilatéraux et multilatéraux en matière d'investissement, notamment de la création de la Société financière internationale et des mesures envisagées en vue d'augmenter le capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 3) disait sa confiance que ces arrangements contribueront à une amélioration générale des conditions nécessaires pour renforcer le courant des capitaux privés vers des investissements profitables aux pays sous-développés, 4) rappelait la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale sur le courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays sous-développés, 5) notait avec satisfaction qu'un nombre croissant de pays prennent de plus en plus conscience de la nécessité d'améliorer le climat international en ce qui concerne les investissements privés, tant présents que futurs, et 6) soulignait la nécessité de mieux faire connaître et comprendre les conditions qu'exigent les investissements internationaux et les possibilités qui s'offrent à eux. Le dispositif proposait que l'Assemblée :

1) prie le Secrétaire général de prendre l'avis de consultants éminents choisis dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs de capitaux, concernant

a) les domaines d'activité dans lesquels les pays sous-développés ont besoin d'investissements privés, ainsi que le volume et la forme des investissements qu'ils recherchent; b) les types de projets - avec, si possible, des exemples précis - que les investisseurs privés étrangers pourraient être disposés à financer ou à entreprendre dans les pays sous-développés si les circonstances y sont favorables; 2) prie également le Secrétaire général de rédiger, en s'inspirant des avis exprimés par les consultants et en tenant compte de tous les autres renseignements disponibles, un rapport sur les mesures appliquées ou

envisagées, tant dans les pays exportateurs que dans les pays importateurs de capitaux, en vue de diriger un courant de plus en plus important de capitaux privés vers des investissements propres à favoriser le développement des pays sous-développés à des conditions mutuellement satisfaisantes; et 5) invite le Secrétaire général à soumettre son rapport à la vingt-neuvième session du Conseil économique et social, afin que celui-ci le transmette, avec ses recommandations, à l'Assemblée générale, pour examen à sa quinzième session.

26. La Commission a examiné ce projet de résolution à ses 557ème et 568ème séances. A la 557ème séance, ont été présentés les amendements suivants :

a) Le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a proposé (A/C.2/L.401) d'ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe 2 du dispositif : "en ne perdant pas de vue à cet égard les dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 6 de la résolution 368 (XIII) du Conseil économique et social et en partant du principe qu'il est possible d'utiliser des capitaux étrangers dans les pays sous-développés sans imposer à ces pays aucune condition de caractère politique, économique ou militaire";

b) Le représentant de la France a proposé (A/C.2/L.403) de rédiger comme suit le début du paragraphe 1 du dispositif : "Autorise le Secrétaire général à prendre l'avis, s'il le juge nécessaire, de personnes qualifiées choisies dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs de capitaux...";

c) Le représentant de la Bolivie a proposé oralement d'ajouter à la fin de l'alinéa a) du paragraphe 1 du dispositif les mots "et les modalités selon lesquelles ils seraient effectués".

27. Dans une déclaration concernant les incidences financières du projet, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a indiqué que l'on ne pensait pas avoir besoin de crédits supplémentaires pour couvrir l'augmentation des dépenses relatives au personnel, aux consultants et aux travaux d'imprimerie.

28. A la 568ème séance, le représentant de la Fédération de Malaisie a déclaré, au nom des auteurs, que le projet de résolution serait modifié de façon à tenir compte des suggestions faites par les membres de la Commission :

a) Le début du quatrième considérant serait rédigé comme suit : "Tenant compte de la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale et de la résolution 368 (XIII) du Conseil économique et social sur le courant international...";

/...

b) Le début du paragraphe 1 du dispositif serait rédigé comme suit : "Prie le Secrétaire général de consulter, selon qu'il conviendra, des personnes qualifiées...";

c) A la fin de l'alinéa a) du paragraphe 1, les mots "qu'ils recherchent" seraient remplacés par les mots "qu'ils pourraient accepter" et

d) Dans le paragraphe 2 du dispositif, le mot "consultants" serait remplacé par les mots "personnes qualifiées qui auront été consultées".

29. Vu ces modifications, les représentants de la Bolivie et de la France n'ont pas insisté pour que leurs amendements soient retenus.

30. Le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a accepté de supprimer, dans son amendement (A/C.2/L.401), les mots "et en partant du principe qu'il est possible d'utiliser des capitaux étrangers dans les pays sous-développés sans imposer à ces pays aucune condition de caractère politique, économique ou militaire" pourvu que l'on cite dans une note de bas de page les passages suivants du paragraphe 6 de la résolution 368 (XIII) du Conseil économique et social : "recommande aux pays qui souhaitent attirer des capitaux étrangers privés... de prendre toutes les mesures de sauvegarde appropriées pour s'assurer que les investissements de capitaux étrangers ne seront pas utilisés comme moyen d'ingérence dans les affaires intérieures ou la politique nationale de l'Etat".

31. Le représentant de la Fédération de Malaisie a déclaré que les auteurs du projet de résolution ne pouvaient accepter cet amendement révisé; toutefois, il a proposé, au nom des auteurs, de modifier à nouveau le quatrième considérant de la manière suivante : "Tenant compte de la résolution 324 (IX) de l'Assemblée générale sur le courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays sous-développés et de la résolution 368 B (XIII) du Conseil économique et social concernant les moyens d'augmenter et de régulariser le courant des capitaux d'origine privée".

32. A sa 568ème séance, la Commission a rejeté l'amendement de la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/C.2/L.401) ainsi modifié, par 34 voix contre 18, avec 13 abstentions.

/...

33. Votant par appel nominal, la Commission a adopté l'ensemble du projet de résolution modifié des dix-neuf Puissances (A/C.2/L.390) par 53 voix contre 9, avec 3 abstentions^{5/}. La représentante du Danemark a demandé qu'il soit indiqué dans le rapport que sa délégation votait pour le projet de résolution.

34. En conséquence, la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution C joint en annexe au présent rapport.

D

35. A sa 564ème séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution de la République socialiste soviétique de Biélorussie (A/C.2/L.392). Aux termes du préambule de ce projet, l'Assemblée générale : 1) tenait compte des énormes besoins de capitaux qu'ont les pays sous-développés pour financer leur développement économique et notamment leur développement industriel; 2) reconnaissait qu'il n'existe encore, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, aucun organe spécial chargé de financer le développement économique et industriel des pays sous-développés et que, jusqu'ici, les mesures prises en ce sens ont été insuffisantes; 3) considérait que l'idée de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies (SUNFED) n'a pas encore été réalisée; 4) constatait que les riches ressources naturelles des pays sous-développés, en particulier le pétrole, les métaux non ferreux, etc., sont largement exploitées par des compagnies et sociétés privées dans des conditions diverses qui n'ont pas encore été étudiées par les

5/ Ont voté pour : Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Bolivie, Brésil, Cambodge, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Costa-Rica, Cuba, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Ghana, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Liban, Libye, Maroc, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République Arabe Unie, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union Sud-Africaine, Uruguay.

Ont voté contre : Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Abstentions : Afghanistan, Mexique, Yougoslavie.

organes économiques de l'Organisation des Nations Unies. Le dispositif proposait que l'Assemblée prie le Secrétaire général d'organiser l'étude des conditions prévues par les accords qui régissent les activités des sociétés étrangères privées dans les pays sous-développés. A l'occasion de cette étude, il y aurait lieu de déterminer la possibilité d'accroître les redevances et paiements de ces sociétés au profit des pays dont les ressources naturelles sont mises en valeur, ainsi que la possibilité d'affecter un certain pourcentage des bénéfices que ces sociétés exportent au financement du développement économique des pays sous-développés par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies.

36. La Commission a examiné ce projet de résolution à ses 570ème et 573ème séances. A la 570ème séance, le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie a fait savoir à la Commission qu'il désirait supprimer le troisième alinéa du préambule et la fin du dispositif à partir des mots : "ainsi que la possibilité d'affecter...".

37. Après une discussion au cours de laquelle plusieurs modifications ont été proposées, le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie a décidé, à la 573ème séance, de ne pas demander que son projet soit mis aux voix étant entendu que le Secrétaire général tiendra compte de la discussion que la Commission a consacrée à ce projet lorsqu'il préparera le rapport demandé dans le projet de résolution C joint en annexe.

E

38. A sa 564ème séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par l'Albanie et la Roumanie (A/C.2/L.394) auxquelles la Tchécoslovaquie s'est jointe ultérieurement (A/C.2/L.394, Add.1). Aux termes du préambule de ce projet, l'Assemblée générale : 1) estimait que les Nations Unies sont appelées à aider les pays sous-développés à utiliser plus efficacement leurs ressources naturelles, comme base de leur développement économique; 2) se rendait compte de l'importance du pétrole dans l'économie mondiale; 3) rappelait qu'un colloque aura lieu à New-Delhi en décembre 1958, sous l'égide de la CEAEC, portant sur le problème du développement des ressources pétrolières de l'Asie et de l'Extrême-Orient; 4) tenait compte du fait que maints pays sont intéressés à faire des recherches et à explorer leur sous-sol, afin d'y déterminer l'existence de gisements de pétrole; 5) tenait compte également du fait que maints pays sous-développés

/...

sont intéressés à améliorer la prospection, l'exploitation, la transformation et le transport du pétrole, aussi bien qu'à obtenir et à fabriquer l'outillage nécessaire. Le dispositif proposait que l'Assemblée prie le Secrétaire général d'étudier, une fois que l'expérience du colloque organisé par la CEAEC sera à sa disposition, les possibilités d'une coopération internationale dans ce domaine, y compris s'il est souhaitable de convoquer des réunions d'experts des pays intéressés.

39. La Commission a examiné ce projet à ses 574^{ème} et 575^{ème} séances.

40. A la 575^{ème} séance, les auteurs ont soumis à la Commission un projet de résolution commun révisé (A/C.2/L.394/Rev.1). Aux termes du préambule, l'Assemblée générale considérait : 1) l'importance qu'une utilisation plus efficace de leurs ressources naturelles présente pour le développement économique des pays sous-développés; 2) rappelait qu'un colloque sur le développement des ressources pétrolières de l'Asie et de l'Extrême-Orient a eu lieu en décembre 1956 à New-Delhi sous les auspices de la CEAEO; 3) rappelait la résolution 674 (XXV) du Conseil économique et social intitulée : "Développement économique des pays sous-développés: industrialisation". Le dispositif proposait que l'Assemblée, 1) recommande au Conseil économique et social d'examiner les résultats du colloque de la CEAEO et d'en informer les autres organes compétents des Nations Unies, et 2) invite le Secrétaire général à appeler l'attention du Comité d'experts qui doit être créé en vertu de la résolution 674 (XXV) du Conseil économique et social, sur les problèmes examinés par le colloque.

41. Au nom des délégations de Ceylan, de Cuba, de la Fédération de Malaisie, de l'Inde, de l'Irak, du Panama, de la République Arabe Unie et de la Yougoslavie, le représentant de l'Irak a proposé que le troisième alinéa du préambule et les paragraphes 1 et 2 du dispositif soient remplacés par un dispositif ainsi conçu : "Invite le Secrétaire général à transmettre le rapport sur les travaux du colloque susmentionné au Conseil économique et social qui devra l'examiner comme il convient et le transmettre, le cas échéant, aux autres organes et institutions appropriés des Nations Unies."

42. Au nom des auteurs du projet de résolution, le représentant de la Roumanie a accepté l'amendement des huit Puissances.

/...

43. La Commission a ensuite adopté le projet de résolution révisé (A/C.2/L.394/Rev.1), ainsi modifié, par 61 voix contre zéro, avec 8 abstentions.

44. En conséquence, la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution D joint en annexe au présent rapport.

F

45. A sa 504^{ème} séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution du Honduras (A/C.2/L.397). Lorsqu'elle en a abordé l'examen, à sa 572^{ème} séance, elle était saisie d'un texte révisé (A/C.2/L.397/Rev.1) qui proposait que l'Assemblée générale 1) prie le Conseil économique et social d'examiner, à sa vingt-huitième session, l'opportunité et la possibilité pratique d'établir et de tenir à jour, sous les auspices des Nations Unies des registres du personnel scientifique et technique des pays peu développés et 2) prie le Secrétaire général de transmettre cette résolution aux institutions spécialisées en les priant de faire connaître leur opinion à ce sujet à la vingt-huitième session du Conseil.

46. A la suite de la discussion, le représentant du Honduras a accepté les modifications suivantes :

- a) Dans le paragraphe 1 du dispositif le mot "prie" était remplacé par le mot "invite" au début du paragraphe, et le membre de phrase "dont les services pourraient également être utilisés en dehors de leurs pays respectifs" était ajouté à la fin,
- b) Dans le paragraphe 2 du dispositif, les mots "et à l'Agence internationale de l'énergie atomique" étaient insérés après les mots "institutions spécialisées".

47. La Commission a adopté le projet de résolution révisé (A/C.2/L.397/Rev.1), ainsi modifié, par 58 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

48. En conséquence, la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution E joint en annexe au présent rapport.

II. RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL /12/

A

49. A sa 559^{ème} séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution du Mexique (A/C.2/L.389). Ce projet proposait que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général 1) de demander aux gouvernements des Etats Membres de faire connaître leur avis sur l'opportunité de formuler, en s'inspirant des dispositions de la Charte, des résolutions contenues dans le résumé susmentionné et d'autres textes internationaux pertinents, un énoncé des objectifs économiques des Nations Unies et des moyens de coopération internationale qui peuvent servir à atteindre lesdits objectifs dans un climat d'harmonie et de concorde; 2) de transmettre au Conseil économique et social, pour examen, les réponses reçues accompagnées du résumé.

50. A sa 566^{ème} séance, la Commission a examiné ce projet et l'a adopté à l'unanimité, sans le mettre aux voix.

51. En conséquence, la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution F joint en annexe au présent rapport.

B

52. A sa 564^{ème} séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par la Tchécoslovaquie et la Roumanie (A/C.2/L.390). Aux termes du préambule de ce projet, l'Assemblée générale, 1) considérant que le développement continu du commerce international est important pour le progrès économique et social dans le monde; 2) était consciente des difficultés qui entravent le développement du commerce mondial en général et celui des échanges commerciaux entre les pays peu développés de production primaire et les pays industriellement développés, en particulier; 3) estimait qu'il est souhaitable d'utiliser pleinement tous les moyens dont disposent le Conseil économique et social et les commissions économiques régionales afin d'encourager et de développer le commerce et de favoriser la coopération internationale visant au développement du commerce mondial. Le dispositif proposait que l'Assemblée générale 1) exprime l'espoir que le Conseil économique et social et les commissions économiques régionales continueront d'accorder toute l'attention voulue aux exigences du développement du commerce international; 2) recommande au Conseil économique et social de poursuivre l'examen de toutes les mesures d'ordre pratique qui peuvent être prises pour améliorer la coopération fructueuse, dans les commissions économiques

régionales et leurs organismes commerciaux, et pour assurer la coordination des efforts orientés vers le développement des échanges commerciaux, en particulier avec les pays peu développés de production primaire, à savoir notamment :

- a) Des études communes sur les échanges commerciaux entre diverses régions et des études sur les possibilités d'expansion du commerce international en vue d'aider au développement économique des pays peu développés;
- b) Des échanges de renseignements et de documentation générale sur les mesures prises dans le domaine du commerce ainsi que des échanges de connaissances pratiques sur des questions d'intérêt commun;

3) prie le Conseil économique et social de rendre compte à l'Assemblée générale à sa quatorzième session.

53. La Commission a examiné ce projet à ses 569ème et 570ème séances. A la 569ème séance, un certain nombre de modifications ont été proposées, dont il a été tenu compte dans un projet révisé (A/C.2/L.391/Rev.1), qui a été présenté à la 570ème séance. Dans le projet révisé, les deuxième et troisième alinéas du préambule étaient ainsi modifiés : "Consciente des difficultés qui entravent le développement du commerce international en général, et celui des échanges commerciaux entre les pays peu développés et les pays industriellement développés, en particulier," et "Estimant qu'il est souhaitable d'utiliser pleinement tous les moyens dont disposent le Conseil économique et social et ses commissions économiques régionales afin d'encourager et de développer le commerce et de favoriser la coopération internationale visant au développement du commerce international," et l'on avait ajouté au préambule un quatrième alinéa ainsi conçu : "Rappelant sa résolution 1158 (XII) sur les activités des commissions économiques régionales,".

54. Le dispositif du projet de résolution révisé était le suivant :

1. Fait confiance au Conseil économique et social et à ses commissions économiques régionales pour qu'ils continuent à accorder toute l'attention voulue aux exigences du développement du commerce international;
2. Invite le Conseil économique et social à poursuivre l'examen de toutes les mesures d'ordre pratique qui peuvent être prises dans le cadre de ses commissions économiques régionales et de leurs organismes qui s'occupent du commerce, pour améliorer la coopération et pour assurer la coordination des efforts orientés vers le développement des échanges commerciaux, en

/...

particulier avec les pays peu développés, et notamment des études communes sur les échanges commerciaux entre diverses régions suivant le modèle des études déjà effectuées, ainsi que des études sur les possibilités d'expansion du commerce international en vue d'aider au développement économique des pays peu développés;

3. Prie le Conseil économique et social d'indiquer dans son prochain rapport annuel à l'Assemblée générale les résultats des études et des recherches entreprises en application du paragraphe 2 de la présente résolution.

55. Les auteurs du projet ont accepté que le paragraphe 2 du dispositif soit de nouveau remanié comme suit :

2. Invite le Conseil économique et social à poursuivre l'examen de toutes les mesures d'ordre pratique qui peuvent être prises au Conseil et dans ses commissions économiques régionales et leurs comités du commerce, pour améliorer la coopération et pour assurer la coordination des efforts orientés vers le développement des échanges commerciaux, en particulier avec les pays peu développés, et notamment des études communes sur les échanges commerciaux entre diverses régions suivant le modèle des études déjà effectuées, telles que des études sur les possibilités d'expansion du commerce international, en vue d'aider au développement économique des pays peu développés;".

56. La Commission a adopté le projet de résolution révisé (A/C.2/L.391/Rev.1), ainsi modifié, à l'unanimité, sans le mettre aux voix.

57. En conséquence, la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution G joint en annexe au présent rapport.

C

58. A sa 564^{ème} séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution de la Bulgarie (A/C.2/L.393). Lorsqu'elle en a abordé l'examen, à la 571^{ème} séance, elle était saisie d'un texte révisé (A/C.2/L.393/Rev.1). Aux termes du préambule, l'Assemblée générale : 1) tenait compte des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies dans l'ordre économique, qui sont de promouvoir des niveaux de vie plus élevés, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement économique et social; 2) notait que la production a évolué de façon

peu équilibrée dans les diverses parties du monde au cours des dernières décennies; 3) indiquait qu'elle est consciente des répercussions fâcheuses de ce déséquilibre sur l'économie des pays sous-développés et, par suite, sur le niveau de l'emploi et les conditions de vie dans ces pays; 4) constatait le vif intérêt que les délégations ont manifesté pour les problèmes économiques internationaux au cours du débat général à l'Assemblée; 5) était persuadée que l'Organisation des Nations Unies devrait s'intéresser davantage aux problèmes généraux de l'économie mondiale qui influent sur le rythme du développement économique des pays sous-développés. Le dispositif proposait que l'Assemblée générale demande que le Secrétaire général, se fondant sur les documents relatifs à l'activité des organes économiques des Nations Unies au cours des deux dernières années et sur d'autres documents appropriés : i) prépare un mémoire préliminaire qui réunira les renseignements et les données nécessaires sur les moyens d'encourager l'accélération du rythme de croissance économique dans les parties du monde sous-développées, grâce à une ou plusieurs initiatives internationales; ii) soumette le mémoire susvisé au Conseil économique et social, à sa vingt-huitième session, afin qu'il l'examine et présente à la quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies toutes observations qu'il jugera nécessaires en la matière.

59. La Commission a examiné ce projet de résolution à ses 571ème et 572ème séances. A la 571ème séance, le représentant de la France a proposé de modifier comme suit le cinquième alinéa du préambule : "Persuadée que l'Organisation des Nations Unies devrait s'intéresser davantage encore à l'étude des facteurs qui influent sur le rythme du développement économique des pays moins développés".

60. A la 572ème séance, le représentant de la Bulgarie a accepté les modifications suivantes à son projet de résolution révisé :

- a) Le débat du deuxième alinéa du préambule devenait : "Notant que l'expansion économique a été peu équilibrée...";
- b) Le cinquième alinéa du préambule devenait : "Persuadée que l'Organisation des Nations Unies devrait s'intéresser davantage encore aux facteurs de l'économie mondiale qui influent sur le rythme du développement économique des pays sous-développés";
- c) Dans le dispositif, les mots "au cours des deux dernières années" étaient remplacés par "au cours des dernières années" et, à l'alinéa a), on ajoutait "les avis exprimés et" après "qui réunira",

61. Au cours de la discussion qui a suivi, d'autres modifications ont été proposées :

- a) Le représentant du Pakistan a proposé de remplacer, dans le troisième alinéa du préambule, les mots "de ce déséquilibre" par les mots "qu'un développement peu équilibré" et d'ajouter les mots "peut, dans certains cas, avoir";
- b) Le représentant des Etats-Unis a proposé d'ajouter, à la fin de la première phrase du dispositif, les mots "y compris les renseignements qui seront fournis par les gouvernements, conformément à la résolution..."; ⁶
- c) Les représentants du Brésil, du Mexique et des Pays-Bas ont proposé de remanier comme suit l'alinéa a) du dispositif : "Prépare un aperçu analytique des divers moyens d'accélérer l'expansion économique dans les pays sous-développés grâce à une action internationale";
- d) Le représentant de l'Irak a proposé de donner à l'alinéa a) du dispositif la rédaction suivante : "Prépare un mémoire contenant diverses propositions, ainsi que divers renseignements et données, sur les possibilités d'encourager l'accélération de l'expansion économique dans les parties du monde peu développées, au moyen d'initiatives internationales";
- e) En ce qui concerne l'amendement de l'Irak, le représentant des Etats-Unis a proposé d'ajouter, après le mot "propositions", les mots "faites par les gouvernements".

62. Le représentant de la Bulgarie a accepté la première partie de l'amendement du Pakistan ainsi que l'amendement de l'Irak. La Commission a adopté la deuxième partie de l'amendement du Pakistan par 35 voix contre 15, avec 16 abstentions, rejeté l'amendement des Etats-Unis par 21 voix contre 20, avec 26 abstentions et approuvé l'amendement du Brésil, du Mexique et des Pays-Bas par 28 voix contre 25, avec 16 abstentions.

63. Le Président a alors déclaré qu'il n'était pas nécessaire de mettre aux voix l'amendement de l'Irak et le sous-amendement des Etats-Unis.

64. La Commission a ensuite adopté l'ensemble du projet de résolution modifié, par 55 voix contre zéro, avec 15 abstentions.

6/ Voir le projet de résolution A annexé au présent rapport.

65. En conséquence, la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution H joint en annexe au présent rapport.

D

/Un additif au présent rapport rendra compte brièvement de la suite donnée au projet de résolution déposé par l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Colombie, le Danemark, la Fédération de Malaisie, le Mexique, le Pakistan, le Pérou, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Uruguay (A/C.2/L.395 et Add.1 et 2)/

Projet de résolution B

L'Assemblée générale,

Considérant les obligations assumées par les gouvernements des Etats Membres en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant les résolutions antérieures de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à la création d'un fonds des Nations Unies pour le financement du développement économique des pays peu développés,

Notant avec satisfaction la création du Fonds spécial des Nations Unies,

Notant, toutefois, que la Commission préparatoire du Fonds spécial a exprimé l'espoir que, pour l'année 1959, un montant d'au moins 100 millions de dollars serait disponible aux fins des opérations envisagées dans la résolution 1219 (XII),

Tenant compte des efforts déployés sur les plans bilatéral, régional et multilatéral en vue de faire progresser la coopération internationale dans le domaine de l'assistance financière pour le développement économique des pays peu développés,

Reconnaissant que le financement du développement économique des pays peu développés est l'un des principaux problèmes économiques mondiaux,

Consciente de l'urgente nécessité de fournir une assistance financière pour le développement économique des pays peu développés,

1. Fait appel aux Etats Membres pour qu'ils envisagent de verser des contributions appropriées au Fonds spécial afin que les ressources atteignent le volume envisagé dans la résolution 1219 (XII) de l'Assemblée générale;

2. Demande instamment aux Etats Membres de continuer à travailler à la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies;

3. Décide de continuer d'examiner, en tant que point distinct de son ordre du jour, les progrès accomplis en matière de financement du développement économique des pays peu développés, en particulier les progrès vers la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies.

Projet de résolution C

L'Assemblée générale,

Réaffirmant la nécessité de relever le niveau de l'investissement pour assurer le progrès des pays sous-développés dans l'ordre économique et social,

Prenant note de l'extension prise par les arrangements bilatéraux et multilatéraux en matière d'investissement, notamment de la création de la Société financière internationale et des mesures envisagées en vue d'augmenter le capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement,

Confiante que ces arrangements contribueront à une amélioration générale des conditions nécessaires pour renforcer le courant des capitaux privés vers des investissements profitables aux pays sous-développés,

Tenant compte de la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale sur le courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays sous-développés et de la résolution 368 B (XIII) du Conseil économique et social concernant les moyens "d'augmenter et de régulariser le courant des capitaux d'origine privée",

Notant avec satisfaction qu'un nombre croissant de pays prennent de plus en plus conscience de la nécessité d'améliorer le climat international en ce qui concerne les investissements privés, tant présents que futurs,

Soulignant la nécessité de mieux faire connaître et comprendre les conditions qu'exigent les investissements internationaux et les possibilités qui s'offrent à eux,

1. Prie le Secrétaire général de consulter, selon qu'il conviendra, des personnes qualifiées choisies dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs de capitaux, concernant

- a) Les domaines d'activité dans lesquels les pays sous-développés ont besoin d'investissements privés, ainsi que le volume et la forme des investissements qu'ils pourraient accepter;
- b) Les types de projets - avec, si possible, des exemples précis - que les investisseurs privés étrangers pourraient être disposés à financer ou à entreprendre dans les pays sous-développés si les circonstances y sont favorables;

/...

2. Prie également le Secrétaire général de rédiger, en s'inspirant des avis exprimés par les personnes qualifiées qui auront été consultées et en tenant compte de tous les autres renseignements disponibles, un rapport sur les mesures appliquées ou envisagées, tant dans les pays exportateurs que dans les pays importateurs de capitaux, en vue de diriger un courant de plus en plus important de capitaux privés vers des investissements propres à favoriser le développement des pays sous-développés à des conditions mutuellement satisfaisantes;

3. Invite le Secrétaire général à soumettre son rapport à la vingt-neuvième session du Conseil économique et social, afin que celui-ci le transmette, avec ses recommandations, à l'Assemblée générale, pour examen à sa quinzième session.

Projet de résolution D

L'Assemblée générale,

Considérant l'importance qu'une utilisation plus efficace de leurs ressources naturelles présente pour le développement économique des pays peu développés

Rappelant qu'un "Colloque sur le développement des ressources pétrolières de l'Asie et de l'Extrême-Orient" a lieu en décembre 1958 à New-Delhi sous les auspices de la CEAEC,

Invite le Secrétaire général à transmettre le rapport sur les travaux du colloque susmentionné au Conseil économique et social, qui devra l'examiner comme il convient et le transmettre, le cas échéant, aux autres organes et institutions appropriées des Nations Unies.

Projet de résolution E

L'Assemblée générale,

Considérant que les plans de développement économique peuvent être réalisés de façon plus économique dans les pays qui parviennent à un accroissement réel de leur capital humain disponible grâce à une connaissance et une répartition meilleures de leurs ressources en personnel technique compétent,

Considérant que la possibilité de faire rapidement et facilement appel à un corps commun de techniciens dont on puisse aisément retrouver le nom et les titres permettrait aux pays en voie de développement d'utiliser de façon plus rationnelle et plus complète le personnel scientifique et technique, tant dans les pays d'origine qu'à l'extérieur, et aussi de bénéficier de l'expérience d'autres pays qui passent par des étapes analogues, rendant ainsi plus efficace la coopération internationale,

1. Invite le Conseil économique et social à examiner, à sa vingt-huitième session, l'opportunité et la possibilité pratique d'établir et de tenir à jour, sous les auspices des Nations Unies, des registres du personnel scientifique et technique des pays peu développés, dont les services pourraient également être utilisés en dehors de leurs pays respectifs;

2. Prie le Secrétaire général de transmettre cette résolution aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique en les priant de faire connaître leur opinion à ce sujet à la vingt-huitième session du Conseil.

II. RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de résolution F

Buts et moyens de la coopération économique internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1157 (XII) et tenant compte également de la résolution 690 A (XXVI) du Conseil économique et social,

Constatant que le Secrétaire général a communiqué aux gouvernements des Etats Membres, pour examen, le résumé des résolutions concernant divers principes de coopération économique internationale qu'il avait été prié de préparer,

Réaffirmant sa conviction qu'il faut renouveler les efforts, sur le plan international, pour atteindre entièrement les buts énoncés dans la Charte des Nations Unies en ce qui concerne le bien-être économique et social,

Prie le Secrétaire général

- a) De demander aux gouvernements des Etats Membres de faire connaître leur avis sur l'opportunité de formuler, en s'inspirant des dispositions de la Charte, des résolutions contenues dans le résumé susmentionné et d'autres textes internationaux pertinents, un énoncé des objectifs économiques des Nations Unies et des moyens de coopération internationale qui peuvent servir à atteindre lesdits objectifs dans un climat d'harmonie et de concorde;
- b) De transmettre au Conseil économique et social, pour examen, les réponses reçues accompagnées du résumé.

Projet de résolution G

Développement de la coopération internationale dans le
domaine des échanges commerciaux

L'Assemblée générale,

Considérant que le développement continu du commerce international est important pour le progrès économique et social dans le monde,

Consciente des difficultés qui entravent le développement du commerce international, en général, et celui des échanges commerciaux entre les pays peu développés et les pays industriellement développés, en particulier,

Estimant qu'il est souhaitable d'utiliser pleinement tous les moyens dont disposent le Conseil économique et social et ses commissions économiques régionales afin d'encourager et de développer le commerce et de favoriser la coopération internationale visant au développement du commerce international,

Rappelant sa résolution 1158 (XII) sur les activités des commissions économiques régionales,

1. Fait confiance au Conseil économique et social et à ses commissions économiques régionales pour qu'ils continuent d'accorder toute l'attention voulue aux exigences du développement du commerce international;

2. Invite le Conseil économique et social à poursuivre l'examen de toutes les mesures d'ordre pratique qui peuvent être prises au Conseil et dans ses commissions économiques régionales et leurs comités du commerce, pour améliorer la coopération et pour assurer la coordination des efforts orientés vers le développement des échanges commerciaux, en particulier avec les pays peu développés, et notamment des études communes sur les échanges commerciaux entre diverses régions suivant le modèle des études déjà effectuées, telles que des études sur les possibilités d'expansion du commerce international, en vue d'aider au développement économique des pays peu développés;

3. Prie le Conseil économique et social d'indiquer dans son prochain rapport annuel à l'Assemblée générale les résultats des études et des recherches entreprises en application du paragraphe 2 de la présente résolution.

Projet de résolution H

Questions concernant l'extension du commerce international
et l'assistance au développement des pays sous-développés

L'Assemblée générale,

Tenant compte des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies dans l'ordre économique, qui sont de promouvoir des niveaux de vie plus élevés, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement économique et social,

Notant que l'expansion économique a été peu équilibrée dans les diverses parties du monde au cours des dernières décennies,

Consciente des répercussions extrêmement fâcheuses qu'un développement peu équilibré peut, dans certains cas, avoir sur l'économie des pays sous-développés et, par suite, sur le niveau de l'emploi et les conditions de vie dans ces pays;

Constatant le vif intérêt que les délégations ont manifesté pour les problèmes économiques internationaux au cours du débat général à l'Assemblée,

Persuadée que l'Organisation des Nations Unies devrait s'intéresser davantage encore aux facteurs de l'économie mondiale qui influent sur le rythme du développement économique des pays sous-développés,

Demande que le Secrétaire général, se fondant sur les documents relatifs à l'activité des organes économiques des Nations Unies au cours des dernières années et sur d'autres documents appropriés :

- a) Prépare un aperçu analytique des divers moyens d'accélérer l'expansion économique dans les pays sous-développés, grâce à une action internationale;
- b) Soumette cet aperçu analytique au Conseil économique et social, à sa vingt-huitième session, afin qu'il l'examine et présente à la quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies toutes observations qu'il jugera nécessaires en la matière.
